

OTR
507,82 milliards FCFA
de recettes fiscales
mobilisés à fin juin **P.3**



Rentrée scolaire
2026-2027
Le Togo renforce
la sécurité autour
des écoles **P.6**



Hebdomadaire Togolais Indépendant
NI NEUTRE, NI PARTISAN

250 FCFA

Downia

Le Monde

N° 878 du 17 / 09 / 2026

MEMBRE: MEDIAF

Classement 2026 des ports mondiaux

Le Port Autonome
de Lomé consolide
sa place dans
le Top 100 **P.3**



Edem Kokou Tengué, DG du Port Autonome de Lomé

UEMOA

Les médias mobilisés à
Ouagadougou autour des grands
chantiers de l'intégration **P.3**

Photo de famille des participants

Nigeria
Dangoté ouvre le
capital de sa raffinerie
aux investisseurs
africains **P.4**



Aliko Dangote

Université de Datcha
Les premières
candidatures **P.6**
ouvertes pour la
rentrée 2026-2027



Prof. Gado Tchangbedji, ministre délégué
en charge de l'Enseignement supérieur

Santé

Etats-Unis

Une enseignante crée un « coin à pets » pour ses élèves

L'initiative de Valecia Broussard n'est pas passée inaperçue en cette rentrée scolaire. L'institutrice en poste dans une école de Pearland, au Texas, a en effet imaginé un « coin à pets » dans sa classe de CM1. La maîtresse a présenté ce concept très sérieux sur TikTok. Et visiblement, la démarche a fait mouche : la vidéo cumule désormais 50 millions de vues, rapporte le magazine People.

A l'origine de cette idée plutôt insolite, un constat sans appel : les élèves étaient devenus un peu trop à l'aise avec leurs propres flatulences. « Ils pétaient sur leurs pupitres en faisant leurs devoirs, en taillant leurs crayons, en travaillant en groupe, en cherchant un ordinateur portable dans la classe... », raconte-t-elle.

Une question de bien-être

Plutôt que de stigmatiser ces petits incidents odorants, la maîtresse a donc décidé de réserver un espace bien précis de la salle de classe aux « prouts ». Les élèves peuvent ainsi s'y soulager en toute tranquillité, mais aussi « garder les odeurs nauséabondes dans un seul endroit », complète Valecia Broussard.

(Suite dans le prochain numéro)

Dounia Le Monde

Edité par le Groupe de Presse « Matinée Internationale »

Récépissé

N° 0617/03/11/20/HAAC

BP: 30277

Email:

dlatatine1@gmail.com

Siège:

Agoè sur la route de contournement

Directeur Général:

Joachim Kokou LOKO

Tél: + 228 90 33 54 86

Directeur de Publication:

Régis TALIKPETI

Tél: + 228 90 88 11 65

Rédaction:

Jean-Jacques OMA-IRE

André BABA

Othniel Papasron

Jean Jacques Mawu

Infographie:

Benjamin K. Tchabi

Imprimerie:

Direct Print

Comment ça va ?

Très bien: Robert Dussey

Un succès retentissant de la diplomatie togolaise. Celui qui aurait contribué à faire évoluer la représentation cartographique du monde. Utilisée depuis plusieurs siècles, la cartographie mondiale a longtemps reposé sur des représentations qui déformaient considérablement les proportions réelles des continents. Sous la houlette de Robert Dussey, ministre des Affaires étrangères du Togo, la diplomatie togolaise s'est engagée en faveur de l'adoption de la carte Equal Earth, une projection qui restitue plus fidèlement les superficies relatives des continents. L'ancienne représentation donnait notamment une place disproportionnée à l'Europe, à la Russie, aux États-Unis, à l'Inde ou encore au Groenland, tout en minimisant visuellement la taille de l'Afrique. L'adoption de cette nouvelle représentation constitue donc un signal fort. Elle traduit aussi la capacité de la diplomatie togolaise à porter des sujets qui dépassent les frontières nationales et à se faire entendre sur la scène internationale.



Bien: Yawo Agbessi Tsogbe

Des entrepreneurs du secteur des BTP partent en guerre contre la fraude. C'est suffisamment rare pour être souligné. C'est le combat que veut mener Yawo Agbessi Tsogbe, avec d'autres acteurs du secteur. Le message est sans ambiguïté : « En matière de marchés publics, la règle est stricte. La loi est dure, mais c'est la loi. Le temps de l'improvisation administrative et des arrangements est définitivement révolu. » Au-delà des déclarations, l'initiative entend s'attaquer concrètement aux dérapages constatés sur certains chantiers. Disparition de ciment, détournement de carburant, vol de fer à béton : autant de pratiques qui fragilisent la qualité des ouvrages et peuvent, dans certains cas, mettre des vies humaines en danger. Yawo Agbessi Tsogbe et ses camarades doivent aller plus loin dans ce combat. Pas seulement au nom de l'éthique ou du respect des règles, mais surtout pour protéger les populations.



Mal: William Ruto

Après certains dirigeants sud-africains, voilà un autre dirigeant qui s'illustre négativement. William Ruto, le président kényan, donne malheureusement une image peu reluisante de la solidarité africaine. Il a tout simplement durci les conditions imposées à certains ressortissants africains vivant au Kenya, y compris à des personnes qui y ont investi et construit leur vie. Pour justifier ces mesures, William Ruto évoque notamment la nécessité pour les étrangers de régulariser leur situation. Un argument qui peine toutefois à convaincre, puisque ces mesures contribuent clairement à stigmatiser d'autres Africains.

À l'heure où le continent travaille à renforcer l'intégration africaine, notamment à travers la ZLECAf, la libre circulation et le rapprochement entre les peuples, de telles attitudes apparaissent pour le moins contradictoires.



Santé

Est-il possible d'attraper des maladies en utilisant des sièges de toilettes ?

Lorsque nous entrons dans des toilettes publiques, nous ne pouvons peut-être pas résister à l'insupportable sentiment de « beurk ». La vue de l'urine éclaboussée sur le siège et le sol et l'odeur âcre des fluides corporels d'une autre personne peuvent vraiment submerger nos sens.

Vous pouvez ouvrir la porte des toilettes avec votre épaule, tirer la chasse d'eau avec votre pied, couvrir tout le siège avec du papier toilette et vous accroupir si la situation est très grave. Mais peut-on réellement contracter des maladies simplement en restant assis sur les toilettes ? Ou les techniques sophistiquées utilisées par certaines personnes pour éviter tout contact sont-elles totalement inutiles ?

Ce que vous n'attraperez (probablement) pas

« Théoriquement, oui [vous pouvez attraper des maladies à partir du siège des toilettes], mais le risque est infinitésimalement faible », explique Jill Roberts, professeur de santé publique et de microbiologie à l'Université de Floride du Sud aux États-Unis.

Les maladies sexuellement transmissibles (MST) en sont un exemple. La plupart des bactéries et virus qui les provoquent, de la gonorrhée à la chlamydia, ne survivent pas longtemps hors du corps, et encore moins sur une surface froide et dure comme un siège de toilettes.

C'est pourquoi on pense que la plupart des MST ne peuvent être transmises que par contact génital direct et par échange de fluides corporels.

Selon Roberts, il faudrait un degré de malchance très élevé pour transférer des fluides corporels frais d'une autre personne

directement du siège des toilettes aux organes génitaux, que ce soit par les mains ou par le papier toilette, d'une manière qui présenterait un risque.

Il est donc préférable d'être prudent et de maintenir des pratiques d'hygiène, comme éviter les toilettes visiblement contaminées. Mais cela ne doit pas nous empêcher de dormir.

« Si les sièges de toilettes pouvaient transmettre les MST [facilement], nous les verrions fréquemment dans tous les groupes d'âge et chez les personnes sans antécédents d'activité sexuelle », explique Roberts.

De même, le professeur souligne qu'il est peu probable d'attraper une maladie transmise par le sang à partir d'un siège de toilettes.

Elle pense que, pour commencer, on remarquerait (et on éviterait) le sang d'autrui sur la lunette des toilettes. Et, de toute façon, ce sang ne transmettrait pas facilement d'agents pathogènes en l'absence d'activité sexuelle ou d'injection avec des aiguilles contaminées, selon Roberts.

Il est également peu probable que vous attrapiez une infection des voies urinaires (IVU) à partir du siège des toilettes de quelqu'un d'autre, dit-elle.

Une infection urinaire ne se développe que si des matières fécales sont transmises des selles aux voies urinaires. Mais pour que cela se produise, une grande quantité de matières fécales est nécessaire, explique le professeur.

Elle souligne que vous êtes beaucoup plus susceptible de développer une infection urinaire en essuyant vos propres excréments trop près de vos organes génitaux que sur le siège des toilettes.

UEMOA

Les médias mobilisés à Ouagadougou autour des grands chantiers de l'intégration

Ouagadougou, la capitale du Burkina Faso accueille du 14 au 18 septembre, la 6e session de formation, d'une trentaine de journalistes de l'Union Economique et Monétaire Ouest-Africaine (UEMOA), consacrée aux Grands chantiers de l'Union.

Organisée par la Commission de l'UEMOA, cette session s'inscrit dans le cadre de la collaboration entre

premier concerne le secteur agro-industriel, notamment les céréales, l'horticulture, les oléagineux, les protéines animales et

cement des capacités des journalistes.

Elle a également souligné l'importance de l'adhésion des popu-

2030, qui entend faire de la Commission, à l'horizon 2030, une institution agile, locomotive de l'approfondissement de l'intégration et de la transformation structurelle des économies de l'UEMOA.

Elle a enfin salué l'accompagnement constant des médias et félicité le Coordonnateur de la Plateforme des médias de l'UEMOA, ainsi que l'ensemble des professionnels de la presse, pour leur contribution à la visibilité des actions de l'institution.

l'institution.

Mieux faire connaître les programmes régionaux

Durant les cinq jours de formation, des experts de la Commission de l'UEMOA animent plusieurs communications destinées à présenter aux journalistes les deux principaux référentiels stratégiques, les filières prioritaires ainsi que les programmes régionaux qui doivent contribuer à la transformation structurelle des économies de l'Union.



Table d'honneur



Vue partielle des journalistes

l'institution communautaire et la Plateforme des médias de l'UEMOA. Elle vise à mieux outiller les professionnels des médias sur les principaux programmes et projets de l'Union, afin de renforcer l'information des populations sur les enjeux, les acquis et les perspectives de l'intégration régionale.

Cette initiative intervient dans le contexte de la mise en œuvre de la Vision prospective 2040 et du Plan stratégique de la Commission de l'UEMOA 2025-2030, dénommé « Impact 2030 ».

Deux référentiels pour accélérer la transformation économique

La Vision prospective 2040 constitue le cadre stratégique à long terme de l'UEMOA. Elle ambitionne de consolider un espace économique et monétaire intégré, paisible et prospère. Le plan Impact 2030 traduit cette ambition en programmes et actions destinés à accélérer la transformation structurelle des économies des États membres.

Trois grands écosystèmes ont été identifiés comme prioritaires. Le

les produits agroforestiers, avec pour objectif de renforcer la souveraineté alimentaire.

La deuxième porte sur les industries légères et extractives, notamment l'artisanat, les industries extractives et la production de biens de consommation courante, afin de favoriser l'emploi formel et de consolider les ressources des États.

Le troisième concerne les services à valeur ajoutée, parmi lesquels l'économie numérique, la logistique, les industries culturelles, le tourisme et les services environnementaux. Ces secteurs doivent contribuer à stimuler l'innovation et à renforcer la compétitivité de l'espace communautaire.

Les médias, acteurs de l'intégration

À l'ouverture des travaux, Aminata Mbodj, Conseillère technique du Président de la Commission de l'UEMOA chargée de la Communication, représentant le Président de la Commission, a rappelé l'engagement de l'institution en faveur du renfor-

lations dans le processus d'intégration régionale. « Le processus d'intégration régionale ne peut se faire sans l'adhésion des populations », a-t-elle indiqué, insistant sur la nécessité d'une information « juste, crédible,

De son côté, Léonard Dossou, le Coordonnateur de la Plateforme des médias de l'UEMOA a invité les journalistes à renforcer leur accompagnement de la Commission de l'UEMOA, notamment à travers une information de qua-

Au-delà du renforcement des connaissances des professionnels des médias, cette session entend rapprocher davantage l'action de l'UEMOA des citoyens. La sensibilisation des journalistes apparaît ainsi comme un levier pour



Photo de famille des participants

accessible et de qualité ». Selon elle, cette exigence doit permettre aux citoyens de mieux comprendre les enjeux, les acquis et les perspectives de l'espace communautaire.

Aminata Mbodj a par ailleurs insisté les ambitions du plan Impact

lité permettant de mieux expliquer aux populations les projets et politiques communautaires.

Le Directeur de la Communication de la Commission de l'UEMOA, Sébastien Babakan, a également souligné le rôle des médias dans la vulgarisation et l'appropriation des actions de

améliorer la compréhension des politiques communautaires et renforcer la visibilité des initiatives engagées au service de l'intégration ouest-africaine.

De notre envoyé spécial à Ouagadougou, Joachim Loko

OTR

507,82 milliards FCFA de recettes fiscales mobilisés à fin juin

Au premier semestre de l'année, l'Office Togolais des Recettes (OTR) a mobilisé 507,82 milliards FCFA de recettes fiscales. C'est ce que révèlent les données publiées par la Direction générale du budget et des finances, dans son dernier rapport d'exécution du budget de l'État (à fin juin 2026).

Ce niveau de mobilisation représente une progression de 14,3 % par rapport aux 444,11 milliards FCFA collectés à la même période en 2025. Cette performance repose sur les recouvrements effectués par les deux principales régies de l'OTR : le Commissariat des impôts (CI) et le Commissariat des douanes



Le siège de l'OTR

et droits indirects (CDDI).

Dans le détail, le CI a mobilisé 279,07 milliards FCFA sur les six premiers mois de l'année, soit

45,3 % de ses prévisions budgétaires annuelles. Ses recettes sont en hausse de 14,6 % par rapport à la même période

de 2025. De son côté, le CDDI a enregistré 228,74 milliards FCFA de recettes, correspondant à 47,7 % de son objectif annuel et une progression de 14% sur un an. Rapportées à l'activité économique, ces mobilisations portent la pression fiscale à 6,8 % du PIB à fin juin 2026, contre un objectif annuel de 14,6 %.

Notons que pour l'ensemble de l'année 2026, l'OTR est chargé de mobiliser 1338,9 milliards FCFA de recettes. À mi-parcours, les 507,82 milliards FCFA collectés correspondent à environ 37,9 % de cet objectif global.

Classement 2026 des ports mondiaux

Le Port Autonome de Lomé consolide sa place dans le Top 100

Le Port autonome de Lomé (PAL) figure pour la sixième année consécutive parmi les 100 ports à conteneurs les plus performants au monde. Dans le classement 2026 de Lloyd's List, la plateforme togolaise gagne trois places et se hisse au 91e rang mondial.

Le Port autonome de Lomé poursuit sa progression sur la scène maritime internationale. Selon le classement annuel « One Hundred Container Ports 2026

base des volumes de conteneurs traités en 2025, permet de mesurer l'activité et le poids des principales plateformes portuaires dans le commerce maritime mondial. Au



Le Port Autonome de Lomé

» publié par Lloyd's List, le port togolais occupe la 91e place mondiale, contre la 94e lors de l'édition précédente. Ce classement, établi sur la

total, les 100 premiers ports mondiaux ont traité 792,2 millions de TEU en 2025, soit une hausse de 6,3 % sur un an.



Edem Kokou Tengue, DG du Port Autonome de Lomé

Une progression qui confirme la dynamique du PAL

La performance du Port de Lomé s'inscrit dans une dynamique de modernisation et de renforcement de ses capacités. La plateforme bénéficie notamment de sa capacité à accueillir des navires de grande taille, mais également des investissements réalisés dans ses infrastructures et de la modernisation progressive de ses services. Pour le Directeur général du Port autonome de Lomé, Kokou Edem Tengue, cette progression traduit les efforts engagés pour renforcer la compétitivité de la plateforme et conforter sa vocation de hub logistique sous-régional. Au-delà du rang occupé dans le classement, cette performance constitue un indicateur de la capacité du port togolais à traiter des volumes importants de marchandises et à répondre

aux exigences du transport maritime international. Elle intervient toutefois dans un contexte de concurrence accrue entre les grandes plateformes portuaires africaines. La progression de ports comme Tema au Ghana et Mombasa au Kenya illustre notamment l'intensification de la compétition pour attirer et conserver les flux de marchandises dans la région.

Digitalisation et infrastructures au cœur des priorités

Pour maintenir cette dynamique, le Port de Lomé entend poursuivre l'amélioration de ses performances opérationnelles. La digitalisation des services et des procédures portuaires figure parmi les principaux axes de cette transformation, avec l'objectif de faciliter les opérations et d'améliorer la qualité des services proposés aux opérateurs économiques et aux compagnies maritimes. En parallèle, des investissements sont consacrés aux infrastructures. Les opérations de curage du bassin et des accès nautiques, notamment au niveau du Terminal à conteneurs de Lomé (LCT), doivent permettre de préserver les conditions nécessaires à l'accueil des navires de grande capacité.

L'extension du quai constitue également un levier important pour accroître les capacités d'accueil et de manutention du port.

Pour les responsables de la plateforme portuaire, le 91e rang mondial représente ainsi à la fois une reconnaissance des progrès accomplis et un encouragement à poursuivre les efforts.

« Le 91e rang mondial du Port de Lomé constitue une source de satisfaction et traduit les efforts accomplis pour renforcer la compétitivité de notre plateforme. Mais ce résultat nous engage davantage. Dans un environnement portuaire de plus en plus concurrentiel, nous devons poursuivre la transformation de nos services, accélérer la digitalisation et accompagner les investissements dans les infrastructures, afin de répondre aux exigences du commerce maritime international », a déclaré Kokou Edem Tengue, Directeur général du Port autonome de Lomé.

Avec cette nouvelle progression, le Port de Lomé confirme ainsi sa présence durable dans le classement des grandes plateformes portuaires mondiales et poursuit sa stratégie de consolidation de son rôle dans les échanges maritimes en Afrique de l'Ouest.

Tinos

Nigeria

Dangoté ouvre le capital de sa raffinerie aux investisseurs africains

Le milliardaire nigérian Aliko Dangoté a ouvert lundi, le capital de sa méga-raffinerie aux Africains. L'opération, qui pourrait permettre de lever jusqu'à 1,6 milliard de dollars, est présentée comme une première à l'échelle africaine.

L'homme d'affaires nigérian, Aliko Dangoté franchit une nouvelle étape dans son ambitieux projet énergétique. L'industriel ouvre le capital de sa méga-raffinerie aux investisseurs, à travers une introduction en bourse lancée lundi. L'opération devrait permettre de mobiliser jusqu'à 1,6 milliard de dollars pour accompagner le développement de l'infrastructure. Présentée comme l'une des plus importantes introductions en bourse jamais réalisées en Afrique, l'opération veut surtout démocratiser l'accès au capital. Les actions sont proposées à 525 nairas l'unité, soit environ 40 centimes de dollar, avec un minimum de dix actions. Un prix volontairement accessible afin de favoriser la participation des particuliers, y compris ceux disposant de revenus modestes.

Une ambition qui dépasse le



La raffinerie Dangote

Nigeria

Implantée près de Lagos, la raffinerie Dangoté, entrée en production en 2024, est la plus importante du Nigeria et figure parmi les plus grandes au monde. Les fonds levés doivent notamment servir à financer son expansion. L'objectif affiché par Aliko Dangoté est de faire de cette infrastructure la plus grande raffinerie mondiale à l'horizon

2028. Mais les ambitions du milliardaire ne s'arrêtent pas aux frontières nigérianes. Il entend également développer des activités dans le secteur énergétique en Éthiopie, au Kenya, en Tanzanie et en Namibie.

À travers cette stratégie, le patron du groupe Dangoté ambitionne de bâtir une véritable plateforme énergétique panafricaine.

Pour les investisseurs nigériens, l'ouverture du capital constitue aussi une occasion de participer directement à un projet industriel majeur. « Le fait qu'il soit détenu par des Nigériens me réjouit davantage et c'est pourquoi j'achète des actions dans cette compagnie », témoigne l'investisseur Olamilekan Oladehinde.

Jusqu'à 10 millions d'actionnaires visés

Aliko Dangote entend faire de cette opération une aventure largement ouverte aux populations africaines. Son ambition est de mobiliser jusqu'à dix millions d'actionnaires à travers le continent.

Cette volonté d'élargir l'actionariat pourrait donner une nouvelle dimension au projet. Pour l'analyste des politiques publiques et économiques Charles Asiegbu, la raffinerie dispose d'un potentiel important. Il espère que l'opération dépassera les 63 000 souscripteurs et permettra à l'entreprise d'aller au-delà de ses objectifs initiaux. Au-delà de la levée de fonds, l'initiative traduit ainsi une volonté de rapprocher les grands projets industriels africains de leurs populations.



Aliko Dangote, le milliardaire nigérian

En permettant aux Nigériens et, plus largement, aux Africains de devenir actionnaires de la raffinerie, Aliko Dangote entend faire de cette infrastructure stratégique un projet dont les bénéfices peuvent également profiter à la population du continent.

Classé pour la 12e fois consécutive à la tête des milliardaires africains en 2023, Aliko Dangote a une fortune estimée à 13,5 milliards de dollars dans le classement Forbes Afrique. En 2025, sa fortune bondit à 23,4 milliards de dollars selon le magazine, notamment grâce à l'entrée en production d'une très importante raffinerie de pétrole dans la banlieue de Lagos. En mai 2026, Le Monde évoque une fortune de 32 milliards de dollars en citant des chiffres de Forbes.

Joachim

Hydrocarbure

L'augmentation du prix des produits pétroliers fédèrent l'opposition

Le Togo a connu depuis le 14 septembre des changements à la pompe. Le litre de super sans plomb est passé à 817 FCFA, le gasoil à 766 FCFA, le pétrole lampant à 1 056 FCFA et 896 FCFA pour le mélange à deux temps. Ces prix ont le mérite de faire l'unanimité contre eux, personne n'ayant pris l'engagement de les

défendre publiquement, si ce n'est que du bout des lèvres. Le même phénomène est d'ailleurs constaté au sein de l'opposition. C'est le cas de l'alliance nationale pour le changement (Anc). Pour son leader Jean-Pierre Fabre, cette flambée intervient à un moment particulièrement sensible pour les familles togolaises, déjà confrontées



Jean-Pierre Fabre, Pdt de l'ANC

aux « lourdes dépenses de la rentrée scolaire : fournitures, uniformes, frais de scolarité, transport et autres charges ». Pour le parti orange, la mesure est socialement insoutenable et inacceptable. Le Comité d'action pour le



Robert Yao Date, Pdt du CAR

changement (Car) abonde dans le même sens. Surfant sur l'impopularité de la mesure, le parti annonce l'organisation d'un meeting contre la vie chère dans les prochains jours. Son président Yao Daté estime que cette

mesure fragilise d'avantage les ménages togolais. L'augmentation du prix des produits pétroliers est clairement à ce jour une aubaine pour les partis de l'opposition, qui tiennent une occasion inespérée de revenir sur la scène politique.

Pour le gouvernement togolais, cette hausse se justifie par la flambée internationale des hydrocarbures. Et selon ses justifications, il devenait de plus en plus intenable de continuer par subventionner les produits pétroliers à des taux aussi élevés.

Archange T. Faré

CPS

Les données des 2e et 3e cycles passées au crible

• Un contrôle de qualité pour mieux protéger les enfants contre le paludisme

Du 7 au 10 septembre 2026, les équipes du Programme national de lutte contre le paludisme (PNLP), des régions, des districts et des formations sanitaires se sont mobilisées dans les districts cibles de la CPS pour analyser et valider les données des deuxième (région des Savanes) et troisième (régions Kara, Centrale et Plateaux) cycles de la Chimio-prévention du paludisme saisonnier (CPS). La CPS cible les enfants de 3 à 59 mois pendant la période de forte transmission du paludisme. Elle consiste à leur administrer une combinaison de sulfadoxine-pyriméthamine et d'amodiaquine (SPAQ) pour prévenir le paludisme chez les enfants cibles.



Synthèse dans le district sanitaire de la Kozah

Organisées à la fin de chaque cycle dans les districts de mise en œuvre, ces réunions de synthèses

d'analyser les performances programmatiques et la gestion des produits de santé. Les incohérences et les données aberrantes issues de la mise

en œuvre ont été corrigées en vue d'assurer une meilleure qualité des données nécessaire à la prise des décisions. Ces synthèses ont été l'occasion de prendre des dispositions pour améliorer les prochains cycles.

Des performances encourageantes

Dans les 23 districts concernés, les séances de synthèse ont montré que les performances enregistrées présentent un niveau satisfaisant avec des couvertures des enfants cibles atteignant près de 90% dans

les régions et plus de 600 cas de paludisme chez les enfants ont été notifiés et pris charge par les distributeurs communautaires.

Le LQAS confirme une mise en œuvre globalement satisfaisante

L'enquête LQAS (Lot Quality Assurance Sampling), réalisée dans 22 districts, vient compléter cette analyse. Les résultats montrent des performances encourageantes :

- 97,78 % des ménages visités;
- 96,64 % des enfants ayant reçu la dose à J1 ;
- 95,70 % pour les jours de traitement.

Ces résultats traduisent une mobilisation importante des acteurs et une bonne adhésion des communautés à la CPS.

Des points d'amélioration identifiés

Les travaux ont néanmoins permis de mettre en évidence plusieurs défis, notamment : Le marquage des cartes des enfants par les parents, les prise des deuxième et troisième doses de

l'amodiaquine et l'optimisation de la recherche des enfants zéro dose ou incomplètement vaccinés. Egalement relever, l'utilisation insuffisante de certains outils de suivi, notamment la carte CPS, non-respect de certaines procédures de marquage, insuffisance du traitement directement observé (TDO), mais aussi des difficultés dans la recherche des enfants n'ayant pas reçu toutes les doses.

Cap sur les prochains cycles Au terme des travaux, des recommandations ont été formulées pour renforcer la supervision des Agents de santé communautaire (ASC), améliorer l'utilisation des outils de suivi, respecter les procédures d'administration et renforcer la sensibilisation communautaire.

L'objectif est clair : tirer les enseignements de chaque cycle pour améliorer continuellement la mise en œuvre de la CPS et garantir une meilleure protection des enfants pendant la saison de forte transmission du paludisme.

source : pnlp-togo.org

Culture

Les Mahi du Togo revendiquent leur identité et valorisent leur patrimoine

L'association « Je suis fier d'être Mahi, et toi ? » a organisé, la fin du mois dernier à Zanguéra, la deuxième édition du Festival identitaire et culturel Mahi. La rencontre a réuni chefs traditionnels, cadres et représentants de la communauté autour de la valorisation de l'histoire, de l'identité et du patrimoine culturel Mahi.

Au-delà de l'aspect festif, le festival se veut un cadre de transmission culturelle, notamment auprès des jeunes générations et de la diaspora. « L'objectif est de valoriser la culture Mahi, de faire connaître les Mahi au Togo et de faire découvrir leur art culinaire à la population togolaise et à la diaspora », a expliqué Dah Djagba Tokanou, président de

l'association. La question de la reconnaissance officielle de l'identité Mahi a également été au cœur des échanges. Selon Akohin Laurent, directeur général du Bar 3e Mi-Temps, les Mahi ont longtemps été assimilés à d'autres communautés présentes dans la préfecture de l'Ogou, notamment les Fon, les Ifé ou

les Ana. Il estime nécessaire que cette identité soit mieux prise en compte dans les référentiels administratifs et les opérations de recensement. Présents au Togo depuis plus de trois siècles selon les organisateurs, les Mahi sont notamment implantés dans le canton d'Atchinedji et dans plusieurs localités de l'Ogou. La communauté entend ainsi



renforcer la transmission de son histoire et de ses traditions. La manifestation a également mis à l'honneur la gastronomie Mahi, à travers une exposition de mets traditionnels, ainsi que la musique avec les prestations de plusieurs artistes du Togo et du Bénin. Un tirage au sort a enfin permis de mettre en jeu des machines à coudre au profit de localités des

trois zones Mahi. Kogo Kopé, Adougbe et Ketcha ont été désignés gagnants. À travers ce festival, l'association entend inscrire la promotion de l'identité Mahi dans une dynamique durable, fondée sur la préservation du patrimoine, la transmission culturelle et la valorisation des savoir-faire locaux.

Rentrée scolaire 2026-2027

Le Togo renforce la sécurité autour des écoles

Après une première édition, le dispositif spécial de sécurisation déployé autour des établissements scolaires va se poursuivre cette année. Le gouvernement, dans un communiqué publié le vendredi 11 septembre, a annoncé la reconduction de l'opération « Rentrée scolaire sûre 2026 », à l'occasion de la rentrée scolaire 2026-2027 prévue le lundi 14 septembre.

Concrètement, les forces de sécurité seront mobilisées autour des établissements scolaires et des principaux points de rassemblement. Elles renforceront également la surveillance des zones à risque et des axes routiers fréquentés, avec pour objectif de faciliter la circulation et de prévenir les accidents, notamment aux abords des écoles. Le dispositif prévoit également

des actions de prévention contre la petite délinquance et les actes de nuisance aux abords des établissements. Les élèves, parents, conducteurs et riverains seront sensibilisés aux comportements à adopter pour contribuer à une rentrée plus sûre.

Un dispositif renforcé

Cette année, le dispositif sera renforcé en tenant compte des

enseignements tirés de la première édition. Les autorités locales seront davantage impliquées dans sa mise en œuvre, aux côtés des forces de sécurité, des acteurs de l'éducation, des services de santé et des autorités administratives. « La mise en œuvre du dispositif repose sur une coordination étroite entre les forces de sécurité, les acteurs de l'éducation, les services de santé et les autorités locales et administratives », a précisé le gouvernement. L'opération accordera par ailleurs une attention particulière à de nouveaux enjeux. Il s'agira notamment de prévenir la circulation et la consommation de stupéfiants aux abords des établissements scolaires. La sensibilisation portera également sur les risques liés à l'usage du numérique, avec un accent sur la réglementation nationale



encadrant l'utilisation du téléphone dans l'enceinte des établissements scolaires.

Au-delà de la sécurisation des écoles, le dispositif vise ainsi à prévenir les violences, incivilités, agressions et attroupements susceptibles de perturber le bon déroulement de la rentrée. Les acteurs concernés sont invités à faire preuve de vigilance, de responsabilité et de civisme

afin de contribuer à une rentrée scolaire sûre et sereine. Les numéros verts restent d'ailleurs disponibles pour signaler toute situation nécessitant une intervention : 1014 pour les services de sécurité publique, 118 pour les sapeurs-pompiers, 170 pour la protection civile. Pour rappel, plus de trois millions d'élèves reprennent le chemin des classes à cette rentrée.

Université de Datcha

Les premières candidatures ouvertes pour la rentrée 2026-2027

À l'approche de sa première rentrée académique, l'Université de Datcha ouvre ses portes aux bacheliers. L'établissement lance, à compter du 21 septembre, son premier appel à candidatures pour des formations de Licence au titre de l'année 2026-2027.

L'Université de Datcha franchit une nouvelle étape vers son ouverture académique. Pour sa toute première rentrée, prévue au titre de l'année universitaire 2026-2027, l'établissement invite les nouveaux bacheliers à candidater à plusieurs formations de Licence réparties au sein de trois composantes. Il s'agit de l'Institut des Sciences Technologiques et de l'Innovation (ISTI), de l'Institut des Sciences Agronomiques et Environnementales (ISAE) et de la Faculté des Sciences

formations : Gestion des structures de santé, Gouvernance et sécurité foncière, Intelligence territoriale et Geodata, Analyse économique et veille stratégique, et Management stratégique et suivi-évaluation.

Des critères d'admission adaptés aux parcours

Pour les formations de l'ISTI et de l'ISAE, l'appel à candidatures s'adresse aux titulaires d'un baccalauréat scientifique, séries C ou D, ou d'un diplôme reconnu équivalent, obtenu en

français, l'histoire-géographie, l'anglais et les mathématiques.

Dépôt des dossiers dès le 21 septembre

Les candidats devront fournir une demande manuscrite, une copie légalisée de l'acte de naissance, une copie légalisée ou un duplicata du certificat de nationalité, ainsi que les relevés de notes exigés pour la formation choisie.

Les frais d'étude de dossier sont fixés à 10 000 FCFA pour les candidats togolais et les ressortissants des pays de l'UEMOA, contre 15 000 FCFA pour les ressortissants des pays hors UEMOA.

Le dépôt des dossiers débutera le lundi 21 septembre 2026 au secrétariat des instituts et de la faculté concernés, sur le

campus de Datcha. Les candidatures pourront également être déposées au Centre de formation continue de l'Université de Lomé et à la Direction des Affaires Académiques et de la Scolarité (DAAS) de l'Université de Kara. La clôture des candidatures est fixée au vendredi 9 octobre 2026, tandis que les résultats de la sélection sont attendus le 23 octobre 2026.

Avec ce premier appel à candidatures, l'Université de Datcha concrétise ainsi son entrée dans le paysage de l'enseignement supérieur public togolais. Créée pour renforcer l'offre universitaire dans le pays, elle s'apprête désormais à accueillir sa première cohorte d'étudiants pour l'année académique 2026-2027.

Tinos



La maquette de l'Université de Datcha

Économiques, Sociales et du Territoire (FaSEST).

À l'ISTI, trois parcours sont proposés : Instrumentation et maintenance biomédicale, Agroéquipements et écotecnologies, et Sciences et technologies nucléaires.

L'ISAE ouvre, pour sa part, cinq parcours : Agroécologie et productions végétales résilientes, Élevages et gestion durable des pâturages, Mécanisation agricole et gestion des agroéquipements, Gestion des entreprises agricoles et agrobusiness, ainsi que Sylviculture et gestion durable des forêts.

La FaSEST propose également cinq

2025 ou 2026.

La sélection se fera sur étude de dossier, à partir des résultats obtenus au BEPC, au BAC I et au BAC II dans plusieurs disciplines, notamment le français, les mathématiques, les sciences physiques, les SVT et l'anglais.

Pour les parcours de la FaSEST, les candidats doivent être titulaires d'un BAC II des séries A, C, D, E, G2 ou G3, selon la formation choisie, ou d'un diplôme reconnu équivalent obtenu en 2025 ou 2026. L'orientation et l'affectation tiendront compte des résultats au BAC I et au BAC II, avec des critères portant notamment sur le

GROUPE DE PRESSE MATINEE INTERNATIONLE

EDEITEUR DES JOURNAUX: DOUNIA LE MONDE, TOGO SPORTS ET DU MAGAZINE MATINEE INTERNATIONALE

Communication

Magazine

Presse

Média

Tel: +228 90 33 54 86 / 90 04 75 24
 lonestojoo@gmail.com
 BP: 30277 Lomé - Togo
 Route de contournement Agoè, près de l'église Pentecotiste d'Adjougba

Le village agricole de Gnitavéglo en voie de disparition

Situé à une cinquantaine de kilomètres de Lomé, le village de Gnitavéglo (préfecture de Vo) vit ses derniers instants en tant que l'un des greniers agricoles du pays.

Cette localité et plusieurs autres dans le Vo et Zio se trouvent sur des gisements de phosphates carbonatés, une ressource minière que les pouvoirs publics ont décidé de mettre en valeur par son exploitation. Les riverains doivent libérer les emprises. C'est dur à digérer pour ces populations riveraines qui se préparent à quitter la terre qui a vu naître leurs grands-parents pour une autre destination.

"Les grands-parents de mon grand-père étaient nés ici et ils ont vécu ici. C'est ainsi de suite jusqu'à ce que ce ne soit moi aujourd'hui", lance à la référence africaine, Agbongbé Koussoubé, une octogénaire du milieu, productrice de maïs. Comme elle, plusieurs centaines de personnes (hommes, femmes, adultes, jeunes et enfants) sont concernés par ce départ pour une réinstallation Assinloin, une localité un peu loin du site actuel.

Ils reconnaissent être informés de cette expropriation depuis des décennies.

"Lorsque cette affaire avait commencé, les gens comme nous étions encore dans notre tendre enfance", témoigne l'octogénaire qui souligne que la "sommation n'a jamais été

faite depuis lors jusqu'à ces temps-ci où, cela devenait un impératif".

Doléances des populations...

Pour les populations de Gnitavéglo qui ne vivent essentiellement que de l'agriculture, ce n'est pas tant le départ de leurs terres qui les chagrinent, mais, l'assurance de trouver de bonnes terres pour leurs activités agricoles. Selon elles, la localité de leur réinstallation était déjà un site habité où des bâtiments leur avaient même été construits depuis des années par la société nouvelle des phosphates du Togo (SNPT). "Que nous le voulions ou pas, nous allons quitter nos terres. D'ailleurs, nous avons encore au plus un mois pour libérer les lieux. Mais, nous constituons ici un grenier agricole, il faut donc qu'on nous garantisse de l'existence de la terre de l'autre côté", plaident les populations riveraines, visiblement inquiètes pour leur survie.

"Si rien n'est fait pour nous mettre à disposition les parcelles, même le peu de maïs pour faire la pâte ou la bouillie nous manquera alors que nous avons encore tous nos membres bien solides pour travailler la terre", ajoutent-elles.



Outre l'accès aux terres agricoles, les délocalisés de Gnitavéglo demandent que des sanitaires soient faits pour chaque ménage recensé et déplacé afin d'éviter la défécation à l'air libre car les champs dont elles se servaient actuellement à Gnitavéglo pour leurs besoins, il n'y a pas vraiment de l'autre côté Assinloin.

Les doléances des populations concernent l'insuffisance des points d'eau, la non-réhabilitation de certaines toitures, vu que les bâtiments leur avaient été construits depuis des années sans que ces populations ne soient jamais parties.

Une autre inquiétude, pas des moindre est la scolarisation

des enfants. Avec ce départ qui intervient à la rentrée des classes, le challenge pour les parents est de trouver de nouveaux établissements pour leurs enfants.

Les autorités rassurent...

Face à aux préoccupations des populations, le Maire de la Commune Vo 3, Elom Yao Kloutsè dont dépend cette localité se veut rassurant.

"Toutes ces doléances sont en cours de réalisation ; tout se passe assez bien avec la SNPT, il ne reste que de petits retards que nous sommes en train de gérer. Les petits travaux en cours de réalisation seront achevés avant la fin d'année", confie Elom Yao Kloutsè, en charge de coordonner les démarches de l'expropriation

et de la délocalisation des populations vers le nouveau site aménagé.

Le chef de commune précise qu'outre l'aménagement du site de réinstallation avec construction des logements avec les ouvrages nécessaires, les populations ont été indemnisées aussi pour l'expropriation.

"Un forage avec des bornes fontaines ont été réalisés ainsi que deux puits. Près de 70 sanitaires seront construites dont une dizaine déjà livrée. De même, l'acquisition des parcelles pour leurs activités agricoles est aussi en cours, avec notamment le tiers de la superficie qui a été déjà payé", rassure le Maire de la Commune Vo 3.

Consultez les prix des denrées sur les marchés locaux !

C'est la période de la grande récolte des ignames dans plusieurs localités du Togo

Au marché de Blitta-Gare, trois tubercules d'igname, communément appelés "Lamboko", sont vendus à 2 000 F CFA. L'igname abonde et le prix est accessible.

Toujours à Blitta-Gare, le sésame (Goussi) est cédé à 1 000 F CFA le bol ; le sorgho à 800 F CFA le bol ; le maïs à 350 F CFA et le Haricot à 1 500 F CFA le bol.

Au grand marché à Notsè, le bol de l'ancien maïs est vendu à 400 F CFA, contre 300 F CFA pour le nouveau maïs. Le sorgho est vendu à 600 F CFA, le mil à 700 F CFA, tandis que l'arachide atteint 2 600 F CFA le bol. Le soja est proposé à 1 300 F CFA, le haricot à 1 600 F CFA, le gari à 1 700 F CFA et le voandzou à 2 200 F CFA.

Au marché de Vogan, le voandzou est vendu à 1 200 F

CFA le bol. Le petit haricot café, appelé localement "Kpédévi" ou "amélassiwo", est commercialisé à 650 F CFA le bol.

Le nouveau maïs coûte 250 F CFA, tandis que l'ancien maïs est vendu est à 325 F CFA. Le gari est à 250 F CFA, le sorgho à 900 F CFA, le mil à 1 000 F CFA, le soja à 1 200 F CFA et le tapioca à 700 F CFA le bol.

Dans la région des Plateaux, le



marché de Gléi propose le nouveau maïs à 300 F CFA le bol, il faut noter que l'ancien maïs n'est plus disponible sur le marché.

Le soja est à 1200f CFA, le

voandzou à 2200 FCFA, le bol du gari à 500 f CFA, le tapioca à 1000 F CFA, le mil 900fcfa puis le sorgho à 1000 F.CFA

Source : agridigitale.net



**Corruption, arnaque ou
mauvaise conduite ?**

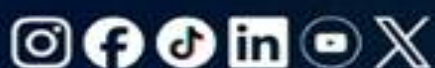
**Ne vous taisez plus.
DENONCEZ-LES !**



Appelez gratuitement



8280



FEDERER POUR BATIR
www.otr.lg